Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

VILLES ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA MISE EN PLACE DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES INCLUSIFS ET RÉSILIENTS

Principaux résultats de l'enquête de la FAO "Systèmes alimentaires urbains et COVID-19"

VILLES ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN PREMIÈRE LIGNE DANS LA MISE EN PLACE DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES INCLUSIFS ET RÉSILIENTS

Principaux résultats de l'enquête de la FAO "Systèmes alimentaires urbains et COVID-19"

Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation

Rome, 2020

INTRODUCTION

La pandémie de COVID-19 perturbe les systèmes alimentaires urbains dans le monde entier, affectant la sécurité alimentaire et la nutrition des populations urbaines. Alors que près de 70 pour cent de l'approvisionnement alimentaire mondial est destiné à la consommation urbaine, la perturbation des systèmes alimentaires urbains a particulièrement touché les secteurs de la distribution et de la vente au détail de produits alimentaires. La gestion de la crise par les villes et les collectivités territoriales peut donc jouer un rôle majeur pour prévenir la propagation du virus et, en même temps, pour atténuer les perturbations de leurs systèmes alimentaires et ses effets négatifs sur les populations vulnérables. **Il a donc été jugé très important pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de recenser les réponses des municipalités à l'urgence et d'analyser les progrès et les revers dans la gestion des perturbations des systèmes alimentaires urbains et les implications qui en découlent pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Une telle étude permettra de collecter des données concrètes et factuelles sur lesquelles les pays s'appuieront pour élaborer des politiques et des programmes visant à faire face à la crise et à ses effets. Elle fournira également des informations précieuses sur la manière de renforcer la performance et la résilience des systèmes alimentaires urbains.**

Afin de mieux comprendre comment les villes et les collectivités territoriales ont fait face aux défis posés par les perturbations des systèmes alimentaires associées à la COVID-19, des informations ont été recueillies par le biais d'une enquête auprès des parties prenantes concernées. L'enquête a été conduite entre avril et mai 2020[1]. Huit cent soixante acteurs urbains ont retourné le questionnaire rempli, dont 56 pour cent étaient membres de collectivités territoriales, tandis que le reste des répondants étaient membres d'institutions universitaires, d'organisations non gouvernementales et de gouvernements nationaux.

LA DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE ET LA DISTRIBUTION PAR TAILLE DE VILLE DES RÉPONSES À L'ENQUÊTE

Les réponses reçues couvrent un large éventail de tailles de villes parmi les pays à faible revenu (LIC- Lower-Income Countries), les pays à revenu intermédiaire inférieur (LMIC - Lower-Middle-Income Countries), les pays à revenu intermédiaire supérieur (UMIC - Upper-Middle-Income Countries) et les pays à revenu élevé (HIC - High-Income Countries) qui représentent respectivement 16pour cent, 41pour cent, 32pour cent et 11pour cent des réponses reçues. En termes de répartition régionale, 40,3 pour cent des réponses provenaient de villes d'Amérique latine et des Caraïbes, 25,2 pour cent de villes d'Afrique, 11,9 pour cent d'Asie et du Pacifique, 16,9 pour cent d'Europe et d'Asie centrale et 5,1 pour cent du Proche-Orient et d'Afrique du Nord (tableau 1). En ce qui concerne la taille des collectivités territoriales ayant répondu, et aux fins de cette analyse, elles ont été classées en cinq catégories : très grandes villes de plus de 5 millions d'habitants ; grandes villes entre 5 millions et 500 000 habitants ; villes intermédiaires entre 500 000 et 25 000 habitants ; petites villes entre 25 000 et 5 000 habitants et villages de moins de 5 000 habitants[2]. La répartition géographique étendue des collectivités ayant répondu ainsi que la diversité de leur taille permettent de tirer des conclusions d'une meilleure validité[3].

---

[1] Lien hypertexte vers le questionnaire (version anglaise): https://bit.ly/2x1B7yI

[2] La classification par la taille a été définie en fonction de la distribution de la taille des villes ayant répondu au questionnaire. Elle ne correspondant pas aux standards de classification par taille (tels que ceux utilisés par l'UNDAES ou l'OCDE).

[3] Il convient de noter que très peu de réponses ont été reçues d'Amérique du Nord (0,6% des réponses reçues).

TABLE 1 | Distribution géographique des réponses

Région	*Nombre de réponses*	*En pour cent du total des réponses reçues*	*Nombre de pays avec au moins une réponse*	*Nombre de villes avec au moins une réponse*
Afrique	223	25,2%	20	202
Asie et Pacifiaue	103	11,9%	15	95
Europe et Asie Centrale	140	16,9%	17	135
Amérique Latine et Caraïbes	342	40,3%	17	322
Proche-Orient et Afrique du Nord	47	5,1%	6	41
Amérique du Nord	5	0,6%	2	5
Total	**860**	**100%**	**77**	800[4]

TABLE 2 | Nombre de réponses reçues par taille et classement des pays (classement OCDE)

Taille de ville (par nombre d'habitants)[5]	**Très grande ville** (>5000k)	**Grande ville** (500-5000k)	**Ville intermé diaire** (25-500k)	**Petite ville** (5-25k)	**Village** (<5k)	**Total**
pays à faible revenu (LIC)	2	26	64	27	7	126
pays à revenu intermédiaire inférieur (LMIC)	8	43	154	91	32	328
pays à revenu intermédiaire supérieur (UMIC)	14	63	97	72	10	255
pays à revenu élevé (HIC)		24	35	14	17	90
Total	**24**	**156**	**350**	**204**	**66**	**800**

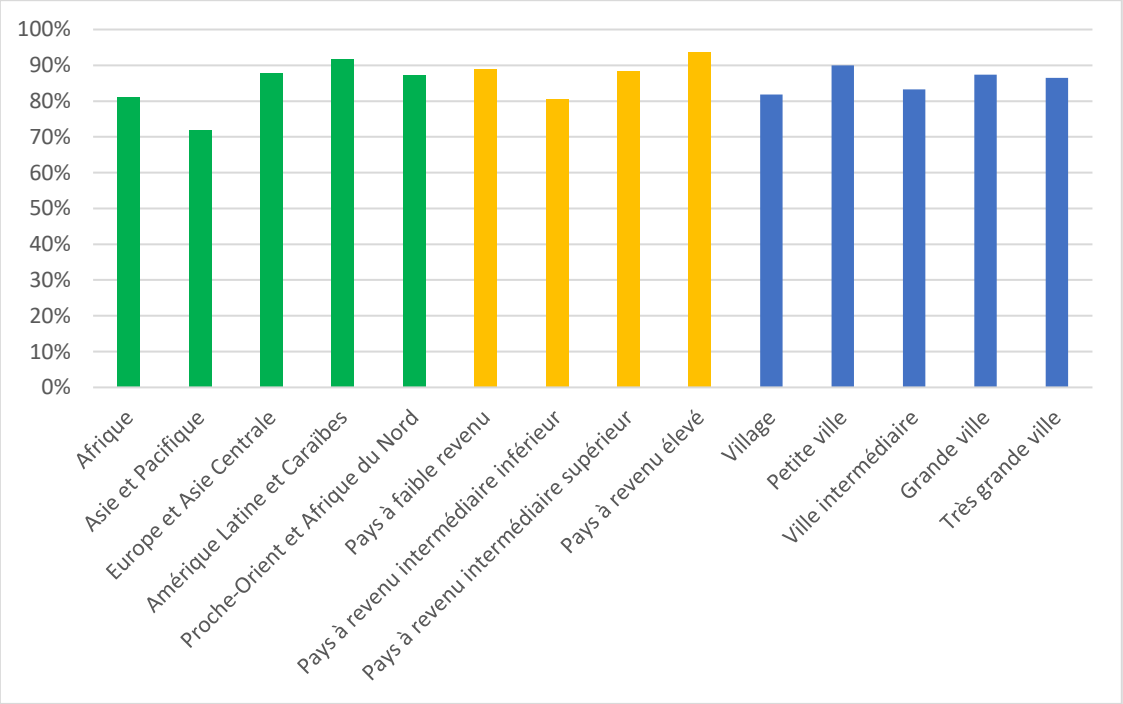
LES MESURES RESTRICTIVES ET LEURS EFFETS SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES URBAINS ET L'ACCÈS À LA NOURRITURE

[4] Le total des réponses est de 860 car pour certaines villes, plusieurs réponses ont été reçues.

[5] La classification est basée sur la distribution des réponses reçues.

La plupart des recherches menées à ce jour sur les effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires mettent en évidence des problèmes en amont de la chaîne d'approvisionnement alimentaire (transformation, transport, distribution, vente au détail). Les restrictions à la circulation des personnes, des biens et des services et les autres mesures de confinement (telles que la fermeture d'écoles, de marchés, etc.) ont touché à la fois la distribution et la disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés urbains. Les pénuries alimentaires, souvent associées à des achats de panique, ont entraîné des hausses de prix. Cet effet, associé aux pertes d'emploi et aux perturbations dans l'approvisionnement alimentaire public et la distribution de nourriture aux groupes vulnérables, notamment par le biais de programmes de repas scolaires, a directement et négativement touché l'accès à la nourriture des groupes vulnérables existants et a également créé de nouvelles fragilités (par exemple, les travailleurs au chômage, les personnes impliquées dans les petites et moyennes entreprises le long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, etc.). L'analyse des réponses au questionnaire permet d'étayer ces constatations. **Elle montre que la fermeture d'écoles et la suspension des repas scolaires qui en découle, est un problème répandu, rencontré dans toutes les régions, pour toutes les tailles de villes et toutes les catégories de revenus des pays : 86 pour cent des réponses signalent ce problème (figure 1)**. Étant donné que pour des millions d'enfants dans le monde, le repas qu'ils prennent à l'école est un élément fondamental de leur alimentation, les interruptions des programmes de repas scolaires peuvent avoir des effets à court et à long terme sur les enfants.[6]

FIGURE 1 | La fermeture des cantines scolaires (réponses par région, revenu par pays et taille de ville)



[6] http://www.fao.org/publications/card/en/c/CA8434FR

La fermeture des restaurants, des cantines, des commerces alimentaires de rue affecte également les systèmes alimentaires, comme l'ont indiqué 70,3 pour cent des villes qui ont répondu (87,2 pour cent des pays à revenu élevé et 47,4 pour cent des pays à faible revenu).

L'autre mesure la plus largement signalée comme touchant les systèmes alimentaires était la restriction de la vente de nourriture dans les espaces publics tels que les parcs, les places et les rues (68,3 pour cent). Les villes des pays à revenu élevé semblent être moins touchées par ces mesures (mentionnées par 56,4 pour cent des villes qui ont répondu), tandis que 79,2 pour cent des villes des pays à revenu moyen supérieur semblent considérer cette mesure comme un obstacle important au fonctionnement du système alimentaire.

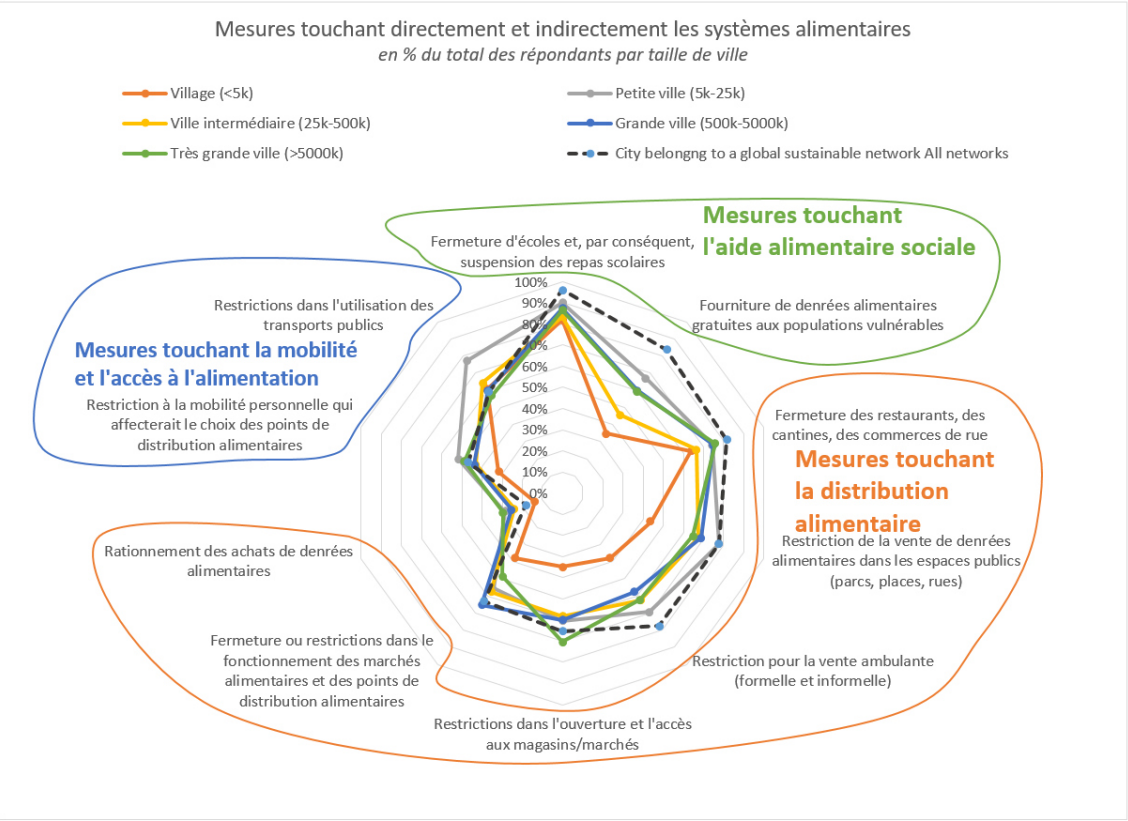
L'autre mesure la plus largement signalée comme touchant les systèmes alimentaires était la restriction de la vente de nourriture dans les espaces publics tels que les parcs, les places et les rues (68,3 pour cent). Les villes des pays à revenu élevé semblent être moins touchées par ces mesures (mentionnées par 56,4 pour cent des villes qui ont répondu), tandis que 79,2 pour cent des villes des pays à revenu moyen supérieur semblent considérer cette mesure comme un obstacle important au fonctionnement du système alimentaire.

Les restrictions dans l'utilisation des transports publics ont été signalées comme un problème par 65,9 pour cent des répondants, touchant principalement les villes des pays à revenu moyen inférieur (73 pour cent), par rapport aux villes des pays à revenu élevé (43,6 pour cent).

En général, les systèmes alimentaires semblent être moins affectés par les mesures restrictives dans les villages de moins de 5 000 habitants (figure 2). Les systèmes alimentaires des grandes villes de 500 000 à 5 millions d'habitants et des très grandes villes de plus de 5 millions d'habitants étaient plus vulnérables aux perturbations causées par la réponse à l'urgence sanitaire.

Les raisons possibles sont une application plus stricte des mesures en raison de densités de population plus élevées. Cela a eu des répercussions sur les secteurs formel et informel de la distribution alimentaire, a perturbé les chaînes d'approvisionnement alimentaire (plus longues) et peut expliquer la plus grande vulnérabilité aux mesures restrictives dans les grandes et très grandes villes. D'autre part, dans les petites villes, la faible densité de population rend les mesures restrictives moins nécessaires. La proximité des zones de production et les chaînes d'approvisionnement plus courtes rendent les petites villes et les villages moins vulnérables aux perturbations des réseaux de distribution alimentaire et donc plus résilients aux chocs.

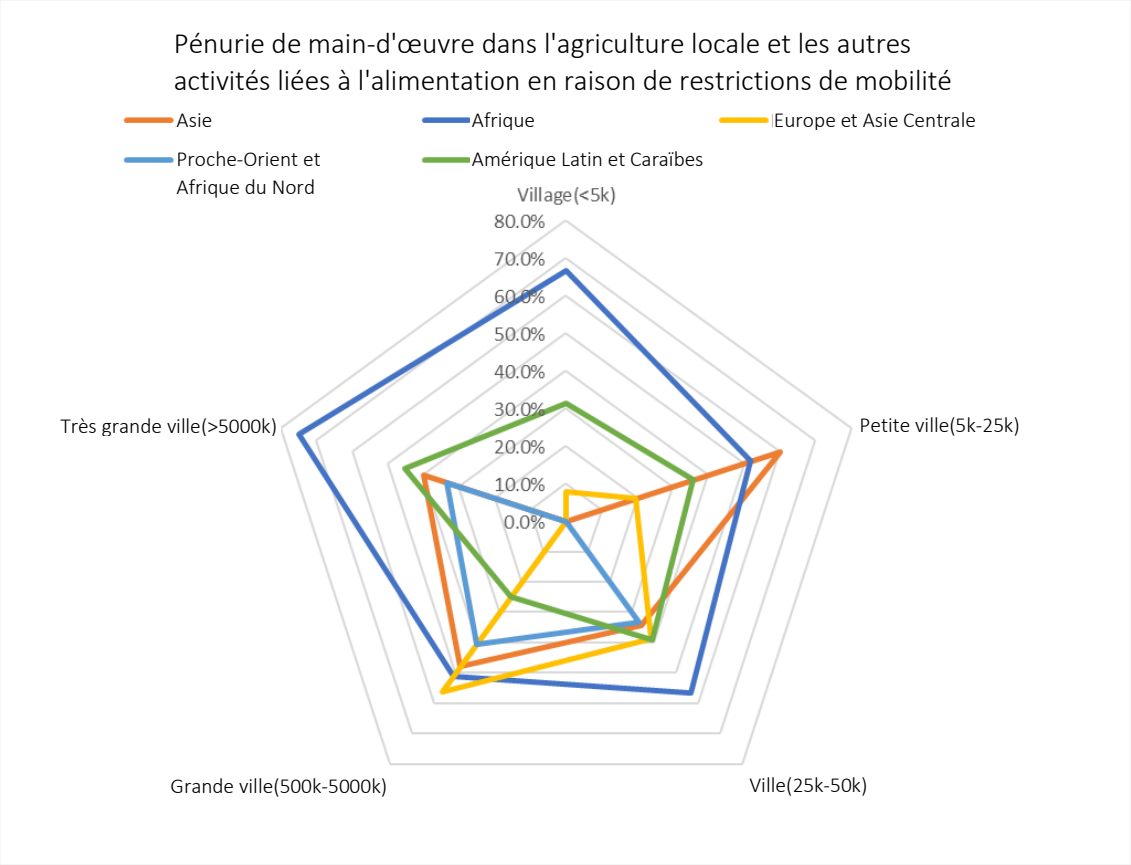
FIGURE 2 | Mesures touchant directement et indirectement les systèmes alimentaires



En outre, plus de 40 pour cent des villes font état d'une **pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture locale et les activités liées à l'alimentation**, avec un taux plus élevé en Afrique (55,6 pour cent) et dans la région Asie-Pacifique (41,7 pour cent). L'impact sur la production peut également être observé à moyen et à long terme si des moments agronomiques critiques sont manqués (par exemple, la plantation, la taille, la récolte, etc.). La figure 3 montre que le niveau de pénurie de main-d'œuvre dans le secteur agricole varie beaucoup en fonction de la taille des villes et de leur situation géographique. Dans les villes de 25 000 à 500 000 habitants, les taux étaient similaires d'une région à l'autre (30 à 40 pour cent), sauf en Afrique, où le taux était plus élevé (56,6 pour cent). Selon la FAO, dans les régions qui sont déjà touchées par des conflits ou des crises humanitaires, le manque de main-d'œuvre dans les activités agricoles risque d'avoir des conséquences beaucoup plus graves sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. L'expérience des épidémies d'Ébola montre comment les moyens de subsistance peuvent être décimés, car la crainte de la contagion et les restrictions de mouvement ont empêché certains agriculteurs de produire, affectant à la fois la production de cultures de rente et de cultures vivrières, perturbant les chaînes d'approvisionnement agricole et provoquant une grave pénurie de main-d'œuvre agricole dans la région.[7]

[7] http://www.fao.org/news/story/fr/item/270733/icode/

FIGURE 3 | Pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture locale et les activités liées à l'alimentation



Trois messages clés peuvent être dégagés

A. Les systèmes alimentaires des petits villages ont été plus résilients à de tels chocs que ceux des grandes zones urbaines en raison de la proximité des zones de production et de chaînes d'approvisionnement plus courtes ;
B. Il est essentiel que des programmes et des plans d'urgence soient mis en place afin de garantir que les liens entre les zones urbaines et rurales liés à l'alimentation restent ininterrompus en temps de crise, notamment en favorisant des chaînes d'approvisionnement plus courtes ;
C. Des dispositions spéciales peuvent devoir être prises pour garantir la disponibilité de la main-d'œuvre agricole, notamment aux points critiques du processus de production.

PERTURBATIONS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE SELON LA CLASSIFICATION DU NIVEAU DE REVENU DES PAYS

- Les effets des mesures prises pour combattre la pandémie au niveau municipal sont liés au niveau de revenu du pays. Voici les principales conclusions qui se dégagent du graphique radar en Figure 4.

a) Les achats de panique et la thésaurisation ont été détectés dans les pays à haut revenu et ont eu tendance à diminuer avec le niveau de revenu du pays. Cela est peut-être lié à la capacité des résidents urbains des pays à hauts revenus à acheter et à stocker de grandes quantités de nourriture.

b) Le nombre de personnes retournant dans les zones rurales augmente à mesure que la catégorie de revenu du pays diminue.

c) Des pénuries temporaires de denrées alimentaires de base ont été constatées dans la plupart des pays (44,2 pour cent des répondants).

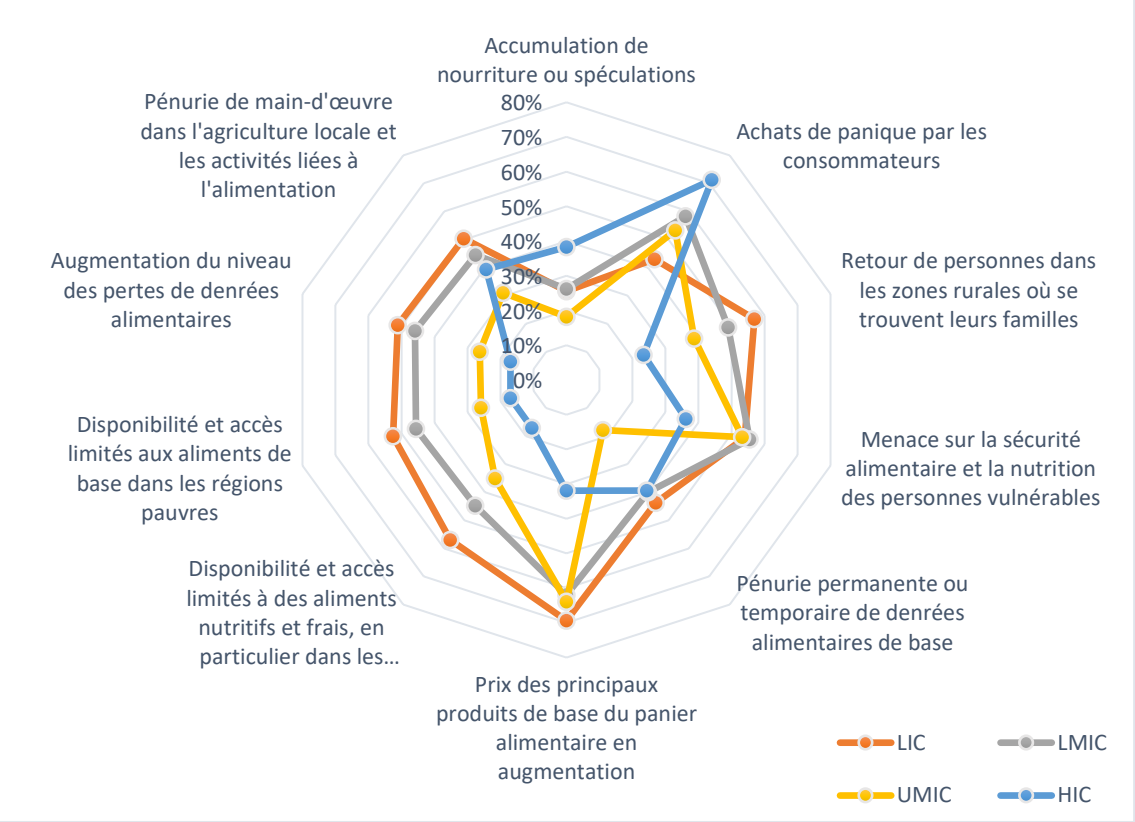
d) Les pays à revenu élevé semblent plus sensibles aux pénuries de main-d'œuvre que les autres groupes (80 pour cent des villes pour les HIC contre 40,6 pour cent pour l'ensemble des répondants). L'ampleur des effets sur l'accès à la nourriture est fortement liée au niveau de revenu du pays.

e) Des pertes de nourriture ont été observées dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur (respectivement 51,1 pour cent et 45,9 pour cent des réponses correspondantes).

f) En raison des pénuries, des achats de panique, des pertes de denrées alimentaires et d'autres perturbations, les prix des principales denrées alimentaires ont augmenté dans de nombreuses villes du monde (60 pour cent des réponses, ce qui en fait l'effet le plus important). Des augmentations de prix ont été signalées en particulier par les villes à faible revenu - LIC (69,3 pour cent) et Pays à revenu intermédiaire inférieur - LMIC (63,9 pour cent), mais seulement dans 31,9 pour cent des villes à revenu élevé - HIC.

g) À l'exception des municipalités des pays à revenu élevé, dans toutes les autres catégories de revenus, les personnes interrogées ont estimé que la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes vulnérables étaient menacées.

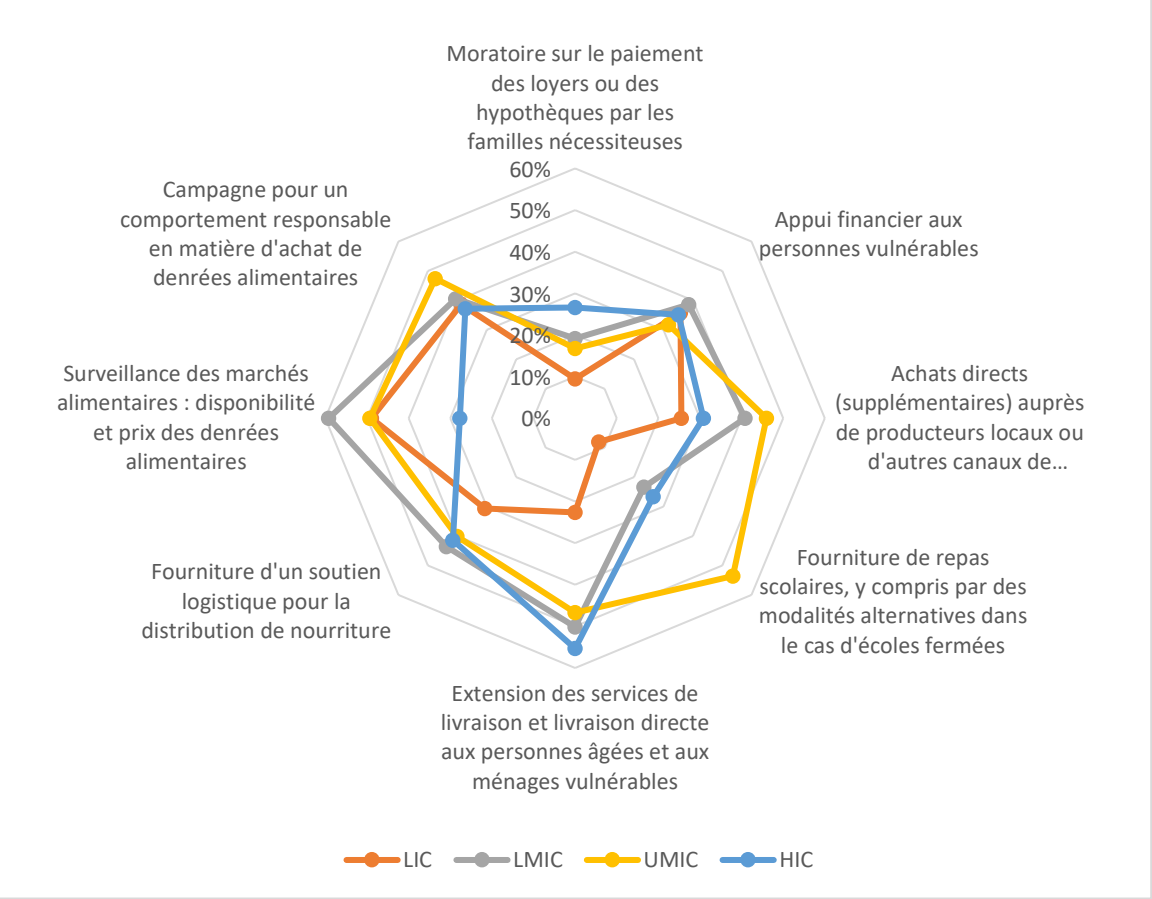
FIGURE 4 | Effets signalés sur les principaux aspects des systèmes alimentaires urbains par catégorie de revenu du pays



LES RÉPONSES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES POUR ATTÉNUER LES PERTURBATIONS DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET GARANTIR L'ACCÈS À LA NOURRITURE POUR TOUS

Les collectivités territoriales ont pris et continuent de prendre des mesures pour contrer les effets de la pandémie et des mesures restrictives prises, afin de garantir que les systèmes alimentaires ne s'effondrent pas et que les groupes vulnérables soient protégés.

FIGURE 5 | Mesures prises par les collectivités territoriales par niveau de revenue de pays



Selon l'enquête, les actions suivantes ont été considérées comme prioritaires (figure 5) :

a) De nombreuses villes ont mis en place des **mécanismes de surveillance des marchés alimentaires**, tant en ce qui concerne la disponibilité que les prix des denrées alimentaires (50,9 pour cent), en particulier les villes du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie. Très souvent, cette mesure est liée aux actions prises par les gouvernements nationaux. Les villes les plus actives dans le suivi des prix alimentaires sont celles des pays à revenu moyen inférieur (59,2 pour cent). Un faible pourcentage (27,7 pour cent) des villes de pays à revenu élevé ont fait état de tels mécanismes, car il est fort probable que des mécanismes de surveillance du marché alimentaire soient déjà en place.

b) Des **mesures concrètes de distribution alimentaire** visant à améliorer l'accès à la nourriture, en particulier pour les populations vulnérables, figurent également en bonne place sur l'agenda des municipalités (45,2 pour cent des réponses). Elles comprennent l'expansion des services de livraison, la mise en place de centres alimentaires temporaires et la distribution directe aux populations vulnérables. Environ une ville sur deux a mis en place ce type de mesures, sauf dans les pays à faible revenu (22,6 pour cent). Les villes des pays à revenu élevé ont été les plus actives en ce qui concerne les mesures de distribution de nourriture (55,3 pour cent), suivies par les villes des pays à revenu faible et moyen supérieur (47 à 50 pour cent). Cependant, en général, le soutien logistique à la distribution de nourriture est principalement fourni

dans les grandes villes (56,8 pour cent) et est moins fréquent dans les pays à faible revenu (30,7 pour cent), mais très peu a été signalé par les pays à faible revenu (22,6 pour cent).

BOX I Lima: mesures fournissant un soutien logistique pour limiter la propagation du virus, tout en soutenant la distribution de nourriture et en fournissant des services de livraison de nourriture aux personnes vulnérables.

À Lima, au Pérou, les marchés alimentaires sont devenus les épicentres de la contagion à la COVID-19. 79 pour cent des vendeurs du marché de gros de fruits de Lima ont été testés positifs à la COVID-19, tandis que des tests ponctuels effectués dans cinq autres grands marchés de produits frais de la ville ont révélé qu'au moins la moitié des vendeurs étaient infectés par le virus.

La municipalité a adapté ses marchés pour favoriser la distanciation sociale et soutenir en même temps les personnes vulnérables.

La municipalité de Lima gère le principal marché de gros de Lima, avec un volume quotidien de plus de 6 000 tonnes de produits agricoles destinés à approvisionner plus de 1 100 marchés traditionnels de la ville, en plus de la redistribution au niveau national. La ville a utilisé les infrastructures municipales pour décentraliser ce grand marché (par exemple, des marchés mobiles ont été organisés dans des parcs). En outre, la municipalité de Lima a mis en place des marchés alimentaires ad hoc dans le but de servir en moyenne 900 familles pour chaque marché, en vendant plus de 15 tonnes de nourriture par jour. La municipalité de Lima a également créé la Maison de tous, dans le but d'abriter les personnes sans domicile et de leur fournir une alimentation nutritive et des soins de santé. En outre, de la nourriture est fournie aux personnes vulnérables par la livraison directe de repas ou de paniers alimentaires.

BOX II: Accès à la nourriture pour les plus vulnérables à Dhaka, Bangladesh

À Dhaka, au Bangladesh, l'un des impacts de la crise de COVID-19 a été une crise alimentaire subie par les habitants les plus pauvres en raison des pertes économiques à grande échelle qui ont résulté de la fermeture d'entreprises et des restrictions de circulation dans la ville. N'ayant pas la possibilité de gagner un revenu, les pauvres ont dû faire face à des difficultés sans précédent pour trouver suffisamment de nourriture et sont devenus dépendants de l'aide gouvernementale. Les corporations de la ville de Dhaka (Dhaka Nord et Sud) ont collaboré avec le ministère de l'alimentation et le ministère des secours et de la réponse aux catastrophes pour distribuer l'aide alimentaire, en donnant la priorité aux plus vulnérables. Par l'intermédiaire des bureaux de zone de la ville et des administrations de quartiers, la collectivité locale a également collaboré avec les organisations communautaires locales pour identifier les plus vulnérables et les plus nécessiteux (par exemple les personnes handicapées, les personnes âgées, les mères célibataires et les enfants) dans les quartiers à faible revenu. Ces groupes communautaires ont pu identifier et cibler les bénéficiaires les plus fragiles

grâce à leur connaissance intime de leur communauté. Cette approche de ciblage a permis au gouvernement de la ville de distribuer environ 300 000 paniers de nourriture aux pauvres des zones urbaines pendant toute la période de confinement (entre mars et juin), lorsque la nourriture était rare et que de nombreux ménages étaient désespérés.

c) **Les achats directs (supplémentaires) auprès de producteurs locaux ou d'autres circuits de distribution** ont été signalés par 39,0 pour cent des répondants, principalement dans la région Asie-Pacifique (51,5 pour cent) et dans les pays à revenu intermédiaire (40 à 46 pour cent des répondants de ces pays).

BOX III - Davao city: **soutenir à la fois les consommateurs urbains vulnérables et les petits agriculteurs pendant la pandémie**

La Mairie de Davao city a acheté des denrées alimentaires à des producteurs locaux, les a reconditionné et les a distribué aux plus vulnérables. Cette stratégie, appelée "Buyback, Repack and Distribute", a été conçue pour aider à la fois les petits agriculteurs et les ménages vivant dans les zones urbaines, dont les revenus ont été affectés par les restrictions imposées par COVID-19.

BOX IV - **Connecter les agriculteurs aux ménages par les circuits courts au Sénégal**

L'initiative du panier de la ménagère au Sénégal vise à résoudre le double problème des agriculteurs qui ne peuvent vendre leurs produits en raison des restrictions de mouvement liées à la COVID-19 et de la disponibilité réduite d'aliments nutritifs et diversifiés qui en résulte, en particulier pour les familles souffrant d'insécurité alimentaire.

La FAO collabore avec le ministère sénégalais de l'agriculture et de l'équipement rural, ONU Femmes et le Fonds des Nations unies pour la population afin de créer des marchés et de permettre l'accès à des aliments nutritifs. Les producteurs locaux, en particulier les femmes et les jeunes, sont mis en relation avec environ 37 500 familles en situation d'insécurité alimentaire (environ 300 000 personnes), et des transferts d'argent permettront aux familles les plus vulnérables d'acheter de la nourriture.

d) Plus inquiétant est le fait que la **fourniture de repas scolaires était très limitée, y compris par le biais de modalités alternatives** lorsque les écoles étaient fermées (30,9 pour cent au niveau mondial et seulement 8 pour cent dans les pays à faible revenu). Cependant, les villes d'Amérique latine et des Caraïbes ont adopté une approche très différente, 57 pour cent des personnes interrogées en Amérique latine ayant mentionné des mécanismes alternatifs aux cantines scolaires. En Amérique latine, 55,7 pour cent des municipalités ont soit continué à fournir des repas scolaires, soit mis en place des mécanismes alternatifs pour continuer à garantir l'accès à la nourriture pour les familles vulnérables.

BOX V - A Quilmes, en Argentine : Mécanismes alternatifs à la cantine scolaire et mesure innovante pour protéger les plus vulnérables

Afin de garantir l'alimentation des familles, la municipalité de Quilmes, en Argentine, a pris des mesures telles que : la continuité du Service d'alimentation scolaire, la création de 120 points de solidarité dans tous les quartiers du district où le déjeuner est distribué en collaboration avec des organisations sociales, le lancement du programme "Quilmes achète à la maison" pour offrir aux voisins une façon simple de faire leurs courses en période de quarantaine, des opérations de contrôle des prix maximums sur les marchés et dans les magasins d'alimentation, l'achat et la distribution de divers produits alimentaires, la création du Comité de suivi de l'urgence sanitaire dirigé par le maire. En outre, un centre de suivi statistique est installé dans les bureaux de la municipalité.

d) Bien que plusieurs villes aient apporté un soutien financier aux personnes vulnérables (36 pour cent), les collectivités territoriales n'ont en général qu'un pouvoir très limité pour soutenir des mesures telles que le paiement différé des loyers ou des prêts, qui sont généralement des prérogatives nationales. Ces mesures doivent être soutenues ou compensées par les propriétaires ou le système bancaire. Les pays à faible revenu semblent être au même niveau que tous les autres pays en ce qui concerne l'octroi d'une forme d'aide financière aux personnes vulnérables.

BOX VI – Lettonie: coordination entre les gouvernements nationaux et locaux pour soutenir les alternatives aux cantines scolaires

Le budget national alloué aux déjeuners gratuits pour les élèves de la première à la quatrième année (éventuellement jusqu'à la neuvième année), a été utilisé par la municipalité de Riga pour nourrir les enfants de familles à faibles revenus et de familles nombreuses.

Les familles pauvres et à faibles revenus de la ville de Riga, dont les enfants étudient dans des écoles préscolaires, primaires ou secondaires (publiques ou privées), reçoivent des cartes de paiement spéciales pour les produits alimentaires. La valeur nominale de la carte est fixée à 1,42 euros par élève pour chaque jour de travail pendant la période d'urgence, à compter du 13 mars ou du jour où la famille a acquis le statut de famille à faible revenu inscrite au registre de soutien aux familles de la ville de Riga. La carte est valable 12 mois et peut être utilisée dans les magasins d'alimentation de MAXIMA Latvija Ltd. sur tout le territoire de la Lettonie. Les familles ont été invitées à conserver leur carte de paiement afin de pouvoir bénéficier d'un complément de financement en cas de prolongation de l'urgence.

d) **Des campagnes pour un comportement responsable** en matière d'achats alimentaires (42,1 pour cent) ont été organisées principalement en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, afin de réduire l'impact sur les prix.

BOX VII: **Renforcer de la sécurité des aliments au niveau des vendeurs de nourriture de rue en Tanzanie**

En République-Unie de Tanzanie, la nourriture de rue est devenue une source de nutrition courante pour un nombre croissant de citadins à faibles et moyens revenus, et une source de revenus cruciale pour des milliers de femmes à faibles revenus. Cependant, des problèmes de sécurité alimentaire et des menus déséquilibrés sur le plan nutritionnel sapent ce secteur. Face à ces problèmes et en réponse à la pandémie de COVID-19 dans les systèmes alimentaires urbains, le ministère de la santé, du développement communautaire, du genre, des personnes âgées et des enfants et la FAO ont soutenu la conception et la diffusion de brochures, d'affiches et de matériel audio pour prévenir l'exposition au virus ou sa transmission, et pour renforcer les pratiques d'hygiène alimentaire et d'assainissement sur les étals des vendeurs de rue.

Dans l'ensemble, on peut conclure que les villes des pays à faible revenu ont été moins capables que les autres villes de mettre en œuvre des mesures pour soutenir leur population.
Il est important de souligner que plus de 70 pour cent des municipalités ont pris ces mesures sans avoir accès à des fonds supplémentaires. Des fonds spécifiques ont été alloués principalement pour la mise en œuvre de programmes de santé. Dans très peu de cas, il y a eu un transfert des fonds supplémentaires par le gouvernement central pour faire face aux effets de la crise, et même lorsque le gouvernement central a débloqué des fonds supplémentaires, les ressources étaient encore insuffisantes (par exemple à Las Flores, au Honduras, des fonds d'investissement communautaires ont été utilisés pour faire face à la pandémie). Certains répondants ont souligné que des transferts (insuffisants) de fonds supplémentaires avaient eu lieu sans consultation préalable des municipalités et sans évaluation de leurs besoins.

BOX VIII: Mboumba, Senegal - **Les envois de fonds des migrants ont aidé la municipalité à aider les personnes vulnérables**

Le gouvernement national du Sénégal a mis en place un système de soutien alimentaire pour les populations vulnérables. Á Mboumba, le nombre total de ménages initialement ciblés pour cette aide, était de 436, dont 340 inscrits au Registre national unique. Toutefois, il y avait encore 350 chefs de famille qui n'étaient pas inclus dans ce recensement. Le soutien des associations sénégalaises en France et aux États-Unis a été sollicité, à commencer par la sensibilisation. Cette démarche a permis de collecter des sommes importantes auprès des associations précitées. L'argent collecté a permis d'offrir des kits alimentaires comprenant un sac de 50 kg de riz, 5 litres d'huile, une boîte de 18 pains de savon, etc. Ces produits sont destinés aux 350 chefs de famille qui n'avaient pas été initialement recencés.

Dans ce cas, le rôle des associations de migrants et leur implication dans leur localité d'origine est un élément important. La collaboration entre la municipalité et les

associations de migrants en Europe et aux États-Unis a été constante pendant la période de la COVID-19.

Trois messages clés peuvent être dégagés

A. Les villes et les collectivités territoriales sont des facilitateurs clés (et pas seulement des agents d'exécution) dans l'atténuation des effets de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires et dans l'effort visant à garantir l'accès à la nourriture des plus vulnérables (90 pour cent des collectivités territoriales ayant répondu ont pris au moins une mesure pour garantir l'accès à la nourriture des plus vulnérables) ;
B. Les mesures prises par les municipalités pendant la pandémie de COVID-19 n'ont pas été, dans la plupart des cas, suffisamment soutenues par un financement supplémentaire ;
C. L'autonomisation des gouvernements locaux grâce à des ressources adéquates, un mandat clair et des liens appropriés avec les programmes gouvernementaux nationaux peut donc faire une différence significative dans la prévention d'une crise de sécurité alimentaire suite à une urgence sanitaire ou autre.

LA GOUVERNANCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PENDANT LES CRISES DE LA COVID-19

Au cours de la pandémie de COVID-19, la coordination entre les acteurs du système alimentaire a joué un rôle important. Les Conseils de politique alimentaire existants, en particulier dans le Nord, ont développé des stratégies créatives pour soutenir les agriculteurs locaux, pour rendre la distribution alimentaire efficace et pour atteindre les plus vulnérables, en assurant l'accès à la nourriture et en protégeant les travailleurs. Selon l'enquête, 55 pour cent des personnes interrogées ont confirmé l'existence d'équipes de coordination municipales et 31,3 pour cent ont mentionné la création de comités alimentaires municipaux spécifiques pour répondre à l'urgence. Ces comités étaient principalement chargés de surveiller les prix des denrées alimentaires et d'assurer l'alimentation des populations vulnérables.

Dans certains cas, notamment dans les petites villes d'Afrique subsaharienne, les comités d'alimentation urbaine ont pris diverses mesures pour atteindre les populations vulnérables. Ils ont établi des mécanismes de coordination ad hoc avec diverses organisations locales, par exemple en mettant en œuvre des moyens créatifs de distribution de nourriture (par l'intermédiaire de groupes de bénévoles, d'ONG, de communautés de voisinage, d'institutions religieuses, d'organisations caritatives et de donateurs privés).
En outre, les grandes villes ont joué un rôle de premier plan dans la mise en place de réglementations ou de plans municipaux d'urgence alimentaire (47 pour cent) ainsi que dans la promotion de la coordination nationale avec d'autres municipalités (43 pour cent).

En ce qui concerne la coordination verticale de la gouvernance alimentaire, la grande majorité des réponses font état d'un manque de coordination et de communication avec les gouvernements centraux, et d'une décentralisation insuffisante des ressources et des pouvoirs réglementaires du niveau central vers le niveau local. Une petite minorité de personnes interrogées a évoqué la coordination avec le gouvernement du district, de la province ou de la région. Comme mentionné précédemment, le transfert de ressources supplémentaires aux municipalités était rare et insuffisant.

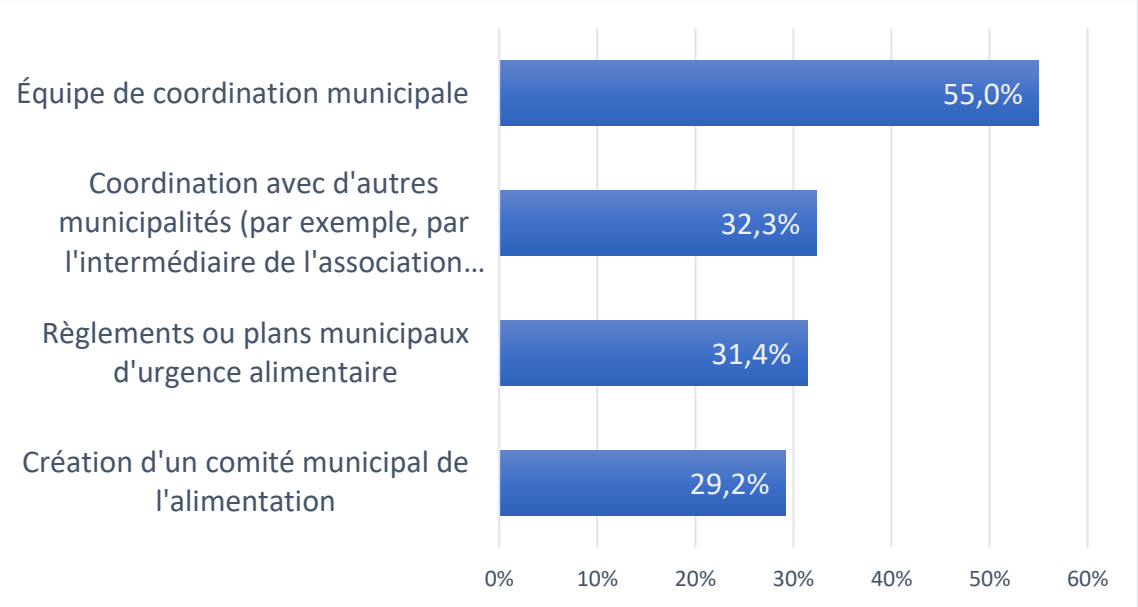
L'analyse qualitative montre, dans certains cas, que les gouvernements locaux sont dans une position difficile car ils sont considérés comme agents d'exécution, mais ils ne participent pas au processus décisionnel (par exemple, élaboration des règlements). Il en résulte une mise en œuvre/application incohérente et la nécessité de procéder à de nombreuses clarifications et de rééditer les règlements.

Ce potentiel n'a toutefois pas été utilisé efficacement, en particulier dans les pays en développement. Il est important de reconnaître le rôle clé que les gouvernements locaux peuvent jouer pour faciliter la connexion entre les acteurs des systèmes alimentaires au-delà de la " solidarité et de l'urgence " vers une stratégie, une politique et une planification à long terme. La mise en place de mécanismes de gouvernance alimentaire à plusieurs niveaux (par exemple, des conseils de politique alimentaire ou d'autres plateformes multipartites) devrait être un élément clé des programmes urbains en matière d'alimentation et de résilience.

L'analyse du questionnaire a également révélé que seulement 32,3 pour cent des répondants ont fait référence à la coordination avec d'autres municipalités (par exemple, par l'intermédiaire de l'association nationale des gouvernements locaux, des réseaux alimentaires nationaux). Toutefois, dans certains contextes spécifiques, des tables rondes entre les membres des conseils de l'alimentation (par exemple, des tables rondes régionales entre les conseils de la politique alimentaire aux États-Unis, des échanges régionaux entre les membres du réseau C40 sur les systèmes alimentaires) ont été encouragées, facilitant l'échange d'expériences entre les villes.

Ces alliances alimentaires nationales, régionales et internationales doivent être renforcées pour accroître la capacité des mécanismes de gouvernance alimentaire locale et pour aider les villes et les collectivités territoriales à identifier et à développer des stratégies alimentaires efficaces.

FIGURE 6 | Mesures de gouvernance alimentaire pendant la crise de COVID-19 - réponses mondiales



Un message clé qui ressort de l'analyse du questionnaire concernant la gouvernance alimentaire est que pendant la pandémie COVID-19, les gouvernements municipaux ont fait preuve d'un potentiel énorme pour identifier et relier les acteurs des systèmes alimentaires, faciliter la collaboration et la coordination et explorer des solutions communautaires innovantes. La gouvernance alimentaire urbaine est donc considérée comme un domaine crucial pour l'innovation à soutenir, afin de garantir des systèmes alimentaires inclusifs et résilients.

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES ET D'ACTIONS POUR MIEUX RECONSTRUIRE

La pandémie de COVID-19 a révélé des lacunes importantes et des faiblesses critiques dans les systèmes alimentaires urbains, mais aussi nationaux, ainsi que dans leur coordination. La crise sanitaire s'est souvent transformée en une crise de sécurité alimentaire, tandis que le potentiel des collectivités territoriales à prendre des mesures liées au système alimentaire pour éviter que cela ne se produise n'a pas été pleinement exploité. Toutefois, la transformation des systèmes alimentaires urbains doit s'inscrire dans une perspective à long terme et dépasser le court terme. Selon l'analyse des réponses à la dernière partie de l'enquête, certains des principaux enseignements à tirer pour mieux reconstruire sont les suivants :

Élaborer des politiques et des plans inclusifs fondés sur des données concrètes en matière pour des systèmes alimentaires mieux préparés et résilients aux chocs et aux événements extrêmes

Les répondants ont souligné l'importance de recenser les plus vulnérables en précisant leur localisation et en définissant les modalités d'accès à ces groupes, notamment en cas d'urgence. L'enquête a donc mis en évidence que la composante résiliente des systèmes alimentaires devrait aller de pair avec l'inclusion. Pour construire des systèmes résilients, il est urgent de comprendre les causes profondes de la vulnérabilité dans les zones urbaines et de promouvoir des politiques, des plans et des actions visant à mobiliser les ressources locales et nationales existantes afin d'accélérer la transformation inclusive des systèmes alimentaires urbains.

Promouvoir la coordination sectorielle, verticale et horizontale

L'importance de la coordination des plans intersectoriels aux niveaux national et local a été soulignée, ainsi que l'allocation appropriée des ressources au niveau local, où les besoins et les liens avec les principales parties prenantes peuvent être rapidement identifiés. La mise en place de mécanismes de gouvernance alimentaire multipartites et multi-échelles (du local au national) devrait également être considérée comme une priorité, en reconnaissant que divers acteurs locaux (par exemple, les associations communautaires, les associations de bidonvilles, le secteur alimentaire informel) pourraient devenir des forces motrices essentielles dans les situations d'urgence. Par exemple, l'économie informelle, qui joue un rôle central dans la distribution alimentaire, en particulier dans les villes des pays en développement, devrait être mieux analysée et intégrée dans les politiques, la planification et les actions liées à une meilleure préparation et à la résilience des systèmes alimentaires.

Promouvoir la production alimentaire locale et les circuits courts ainsi qu'un plus grand degré d'autosuffisance

Les répondants ont souligné l'importance de promouvoir la production locale par le biais de l'agriculture urbaine et périurbaine, préservant ainsi les terres agricoles dans les zones urbaines et périurbaines. Ils ont également souligné la nécessité de créer/améliorer les marchés

traditionnels mais aussi de promouvoir le commerce électronique pour améliorer les liens entre producteurs et consommateurs. Ils ont également mis l'accent sur la création d'installations de stockage au niveau local pour faciliter l'accès aux réserves alimentaires dans les situations d'urgence. Un certain nombre d'initiatives visant à promouvoir la production locale et les circuits courts ont vu le jour dans le monde entier pendant la pandémie.

Faciliter l'accès à la nourriture pour les plus vulnérables grâce à des programmes de protection sociale complétés par une distribution efficace, sûre et innovante des denrées alimentaires

De nombreuses villes mettent en place des mesures de protection et des modalités efficaces de distribution de nourriture (bons alimentaires, possibilités de livraison de nourriture d'urgence, centres temporaires de distribution de nourriture) en s'appuyant sur divers acteurs et associations locaux. Les systèmes locaux et diversifiés de distribution au détail devraient être au centre des stratégies de distribution alimentaire. Par exemple, les marchés traditionnels peuvent être considérés comme essentiels pour atteindre les personnes vulnérables et promouvoir une alimentation saine et culturellement appropriée, en particulier dans les pays en développement. Les petits magasins, les marchés de rue et les autres acteurs des structures informelles et traditionnelles de l'économie alimentaire sont au cœur de nombreux systèmes urbains d'approvisionnement et de distribution alimentaires et restent une source majeure d'emplois informels et formels. La sécurité alimentaire est également considérée comme essentielle et la mise en œuvre de protocoles de qualité et de traçabilité est considérée comme cruciale dans la phase post-pandémique.

Établir et renforcer les réseaux entre villes

Le questionnaire d'enquête pourrait devenir une occasion pour la FAO d'établir, de manière systématique, un réseau/plateforme de villes/collectivités territoriales et de recueillir un flux continu d'informations pour mieux comprendre les types de soutien dont les villes ont besoin pour développer des systèmes alimentaires durables et résistants, notamment dans le contexte de l'initiative "Villes vertes" de la FAO.

Box IX – The FAO Green Cities Initiative

En février 2020, la FAO a élaboré l'Initiative des villes vertes qui vise à accroître le bien-être des populations grâce à une meilleure disponibilité et un meilleur accès aux produits et services fournis par les systèmes forestiers, agricoles et alimentaires urbains et périurbains.

L'initiative "Villes vertes" de la FAO améliorera les moyens d'existence et le bien-être des populations urbaines et périurbaines de 1000 villes dans le monde d'ici 2030, en améliorant l'environnement urbain, en renforçant les liens entre les zones urbaines et rurales, la résilience des populations urbaines aux chocs externes et en contribuant à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci tout en garantissant l'accès à une alimentation saine provenant de systèmes alimentaires durables. Les gouvernements et les communautés locales auront la capacité d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies, des actions et des plans d'investissement adaptés au contexte pour la conception et la gestion intégrées d'espaces verts et de systèmes alimentaires multifonctionnels résistants et durables afin de garantir que les technologies, l'innovation

et les investissements verts soient amplifiés. La FAO est actuellement en train de finaliser l'élaboration du plan d'action pour les villes vertes.

REMERCIEMENTS

La présente note est l'un des résultats d'un processus de travail qui comprend la préparation et la distribution du questionnaire, la collecte, l'organisation et l'analyse (quantitative et qualitative) des données et la rédaction de cette note. Le dossier a été élaboré avec la contribution de : Cecilia Marocchino (SP4); Kostas Stamoulis (SP1); Jamie Morrison (SP4); Gilles Martin (PSP); Meeta Punjabi (ESA); Jia Ni (AGPM); Ana Puhac (ESN); Joao Intini (RLC); Sara Granados (RLC); MariaMagdalena Heinrich (SP4); Kayo Takenoshita (PSP); Makiko Taguchi (AGPM); Guido Santini (AGPM); Mphumuzi Sukati (FAORAF); John Taylor (FAOBD); Jozimo SantosRocha (FAORNE); Jennifer Smolak (FAORNE); Coumbaly Diaw (FAOSN); Marco Di Cosmo (SP4); Elaine Raher (SP4).

Some rights reserved. This work is available under a CC BY-NC-SA 3.0 IGO licence

Recommended citation: **FAO.** 2020. *Villes et collectivités territoriales en première ligne dans la mise en place de Systèmes Alimentaires Inclusifs et résilients. Principaux résultats de l'enquête de la FAO: "Systèmes alimentaires urbains et COVID-19". Rome.* https://doi.org/10.4060/cb0407fr

© FAO, 2020
CB0407FR\1\07.20